

	DATE	NUMERO
<b>DEPOT</b>	<b>05-03-2008</b>	<b>2008-1048</b>
<b>ENREGISTREMENT</b>	<b>10-03-2008</b>	<b>87289</b>

ARRETE ROYAL

MONITEUR BELGE

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 85 BIS  
-----

Séance du mercredi 27 février 2008  
-----

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL MODIFIANT LA CONVENTION  
COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 85 DU 9 NOVEMBRE 2005  
CONCERNANT LE TELETRAVAIL  
-----

2.190-1

**CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 85 BIS DU 27 FEVRIER 2008**  
**MODIFIANT LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 85**  
**DU 9 NOVEMBRE 2005 CONCERNANT**  
**LE TÉLÉTRAVAIL**

-----

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires ;

Vu la loi du 10 avril 1971 sur les accidents de travail ;

Vu la convention collective de travail n° 85 du 9 novembre 2005 concernant le télétravail ;

Considérant l'avis n° 1.528 du 9 novembre 2005 du Conseil national du Travail dans lequel le Conseil est d'avis que la problématique des accidents du travail survenus pendant le télétravail devait être réglée et l'avis du 20 novembre 2006 du Fonds des accidents du travail portant sur la charge de la preuve en cas d'accidents du travail dans le cadre du travail à domicile ou du télétravail, qui y fait suite.

Considérant que dans ce dernier avis il est proposé d'instaurer dans la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail une présomption d'exécution du contrat de travail pour les télétravailleurs afin de réduire la charge de la preuve en matière d'accidents du travail en ce qui les concerne.

Considérant que la convention collective de travail n° 85 du 9 novembre 2005 se doit d'être adaptée pour permettre d'instaurer cette présomption d'exécution du contrat de travail.

Les organisations interprofessionnelles d'employeurs et de travailleurs suivantes :

- la Fédération des Entreprises de Belgique
- les organisations nationales des Classes moyennes, agréées conformément aux lois relatives à l'organisation des Classes moyennes coordonnées le 28 mai 1979
- "De Boerenbond"
- la Fédération wallonne de l'Agriculture
- la Confédération des Syndicats chrétiens de Belgique
- la Fédération générale du Travail de Belgique
- la Centrale générale des Syndicats libéraux de Belgique

ont conclu le 27 février 2008, au sein du Conseil national du Travail, la convention collective de travail suivante.

**Article 1er**

A l'article 6 de la convention collective de travail n° 85 du 9 novembre 2005 concernant le télétravail, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 2 est complété comme suit :

"6° le ou les lieux où le télétravailleur a choisi d'exécuter son travail".

2° un nouveau § 2 bis rédigé comme suit est inséré :

"§ 2 bis. - Cet écrit peut en outre mentionner la période convenue comme période pendant laquelle le télétravail peut s'effectuer".

**Article 2**

La présente convention est conclue pour une durée indéterminée.

Elle a la même durée de validité et peut être dénoncée selon les mêmes délais et modalités que la convention collective de travail qu'elle modifie.

Fait à Bruxelles, le vingt-sept février deux mille huit.

**MODIFICATION DES COMMENTAIRES DE LA CONVENTION COLLECTIVE**  
**DE TRAVAIL N° 85 DU 9 NOVEMBRE 2005 CONCERNANT**  
**LE TÉLÉTRAVAIL**  
-----

Le 27 février 2008, les organisations d'employeurs et de travailleurs représentées au sein du Conseil national du Travail ont conclu une convention collective de travail modifiant la convention collective de travail n° 85 du 9 novembre 2005 concernant le télétravail.

Ladite modification a plus précisément pour objectif de permettre d'instaurer dans la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail une présomption d'exécution du contrat de travail pour les télétravailleurs afin de réduire la charge de la preuve en matière d'accidents du travail en ce qui les concerne.

Les organisations d'employeurs et de travailleurs représentées au sein du Conseil national du Travail ont dès lors jugé nécessaire de modifier le commentaire de la convention collective de travail n° 85 en complétant l'article 6 par le commentaire suivant :

c.c.t. n° 85 bis.

"L'article 7 de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents de travail prévoit qu'est considéré comme accident du travail, tout accident qui survient à un travailleur dans le cours et par le fait de l'exécution du contrat de travail et qui produit une lésion. L'accident survenu dans le cours de l'exécution du contrat de travail est présumé, jusqu'à preuve du contraire, survenu par le fait de cette exécution.

Néanmoins, quant aux télétravailleurs, compte tenu de la difficulté de distinguer les situations de travail et de la vie privée, en particulier lorsque le télétravail est effectué au domicile du télétravailleur ou dans un local habité et de la nécessité de dégager des solutions quant à l'apport de la preuve de l'exécution du contrat de travail, il faudrait inscrire dans l'article 7 de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail, à propos de la preuve, une présomption d'exécution du contrat de travail, délimitée dans l'espace et dans le temps.

Pour permettre cette adaptation législative, la convention collective de travail n° 85 du 9 novembre 2005 concernant le télétravail doit au préalable être adaptée quant à ces deux aspects.

Quant à la délimitation spatiale, cette convention collective de travail ne prévoit pas que la convention écrite devant être établie mentionne "le ou les lieux où le télétravailleur a choisi d'exécuter son travail". L'article 6, § 2 qui prévoit les mentions devant figurer dans la convention écrite doit donc être complété dans ce sens. Les lieux choisis par le travailleur dans le cadre du télétravail seront considérés comme les locaux normalement utilisés par lui lors de l'exécution de son contrat de travail. Les accidents survenus en dehors du ou des locaux visés par la convention écrite peuvent être acceptés comme accidents du travail, mais alors, la charge de la preuve est régie par les règles normales.

Quant au critère temporel, il est rappelé que l'article 8 de la convention collective de travail n° 85 prévoit que le télétravailleur gère l'organisation de son travail dans le cadre de la durée du travail applicable dans l'entreprise. Toutefois, pour permettre l'application de la présomption susvisée, la convention écrite peut mentionner la période convenue comme période pendant laquelle le télétravail peut s'effectuer. A cet effet, l'article 6 de la convention collective de travail n° 85 est complété par un nouveau § 2 bis. A défaut d'une telle mention dans la convention écrite, la présomption s'applique pendant les heures de travail que le télétravailleur devrait prêter s'il était occupé dans les locaux de l'employeur. Si l'accident survient en dehors de la période convenue comme période pendant laquelle le télétravail peut s'effectuer ou à défaut d'une telle mention dans la convention écrite, en dehors des heures de travail que le télétravailleur devrait prêter s'il était occupé dans les locaux de l'employeur, l'accident peut être accepté comme accident du travail, mais alors, la charge de la preuve est régie par les règles normales."

-----

	DATUM	NUMMER
NEERLEGGING	05-03-2008	2008-1048
REGISTRATIE	10-03-2008	87289

KONINKLIJK BESLUIT

BELGISCH STAATSBLAD

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 85 BIS  
-----

Zitting van woensdag 27 februari 2008  
-----

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST TOT WIJZIGING VAN DE COLLECTIEVE  
ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 85 VAN 9 NOVEMBER 2005  
BETREFFENDE HET TELEWERK  
-----

**COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 85 BIS VAN 27 FEBRUARI 2008 TOT  
WIJZIGING VAN DE COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 85  
VAN 9 NOVEMBER 2005 BETREFFENDE HET TELEWERK**

-----

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités;

Gelet op de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 85 van 9 november 2005 betreffende het telewerk;

Gelet op advies nr. 1.528 van 9 november 2005 van de Nationale Arbeidsraad waarin de Raad van mening is dat de problematiek van de arbeidsongevallen tijdens de uitvoering van telewerk moet worden geregeld en gelet op het advies van 20 november 2006 van het Fonds voor Arbeidsongevallen betreffende de bewijslast in geval van arbeidsongevallen in het kader van thuiswerk of telewerk, waarmee gevolg wordt gegeven aan het voornoemde advies van de Nationale Arbeidsraad;

Overwegende dat in het genoemde advies van het Fonds voor Arbeidsongevallen wordt voorgesteld in de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 te voorzien in een vermoeden van uitvoering van de arbeidsovereenkomst voor telewerkers, om de bewijslast inzake arbeidsongevallen voor telewerkers te verminderen;

Overwegende dat de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 85 van 9 november 2005 moet worden aangepast om de invoering van dat vermoeden van uitvoering van de arbeidsovereenkomst mogelijk te maken;

Hebben de navolgende interprofessionele organisaties van werkgevers en van werknemers:

- het Verbond van Belgische Ondernemingen
- de nationale middenstandsorganisaties erkend overeenkomstig de wetten betreffende de organisatie van de Middenstand, gecoördineerd op 28 mei 1979
- de Boerenbond
- "la Fédération wallonne de l'Agriculture"
- het Algemeen Christelijk Vakverbond van België
- het Algemeen Belgisch Vakverbond
- de Algemene Centrale der Liberale Vakbonden van België

op 27 februari 2008 in de Nationale Arbeidsraad de volgende collectieve arbeidsovereenkomst gesloten.

## **Artikel 1**

In artikel 6 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 85 van 9 november 2005 betreffende het telewerk worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° Paragraaf 2 wordt aangevuld als volgt:

"6° de plaats(en) die de telewerker heeft gekozen om zijn werk te verrichten."

2° Er wordt een § 2 bis ingevoegd, luidende :

"§ 2 bis. - Dat geschrift kan bovendien de periode vermelden die is overeengekomen als periode tijdens welke het telewerk kan worden verricht."

## **Artikel 2**

Deze overeenkomst is gesloten voor onbepaalde tijd.

Ze heeft dezelfde geldigheidsduur en kan volgens dezelfde termijnen en nadere regels worden opgezegd als de collectieve arbeidsovereenkomst die ze wijzigt.

Gedaan te Brussel, op zeventwintig februari tweeduizend en acht.

**WIJZIGING VAN DE COMMENTAAR VAN DE COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREEN-  
KOMST NR. 85 VAN 9 NOVEMBER 2005 BETREFFENDE  
HET TELEWERK**

-----

Op 27 februari 2008 hebben de in de Nationale Arbeidsraad vertegenwoordigde werkgevers- en werknemersorganisaties een collectieve arbeidsovereenkomst gesloten tot wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 85 van 9 november 2005 betreffende het telewerk.

Die wijziging heeft meer bepaald tot doel het mogelijk te maken in de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 te voorzien in een vermoeden van uitvoering van de arbeidsovereenkomst voor telewerkers, om de bewijslast inzake arbeidsongevallen voor telewerkers te verminderen.

De in de Nationale Arbeidsraad vertegenwoordigde werkgevers- en werknemersorganisaties hebben het dan ook noodzakelijk geacht de commentaar van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 85 te wijzigen door artikel 6 aan te vullen met de volgende commentaar:

c.a.o. nr. 85 bis

"Artikel 7 van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 bepaalt dat als arbeidsongeval wordt aangezien, elk ongeval dat een werknemer tijdens en door het feit van de uitvoering van de arbeidsovereenkomst overkomt en dat een letsel veroorzaakt. Het ongeval overkomen tijdens de uitvoering van de overeenkomst wordt, behoudens tegenbewijs, geacht als overkomen door het feit van de uitvoering van die overeenkomst.

Wat de telewerkers betreft, zou evenwel in artikel 7 van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 met betrekking tot het bewijs een vermoeden van uitvoering van de arbeidsovereenkomst, beperkt in ruimte en tijd, moeten worden opgenomen, rekening houdend met de moeilijkheid om arbeidssituaties te onderscheiden van privésituaties, met name wanneer het telewerk wordt verricht in de woonplaats van de telewerker of in een bewoond lokaal, en de noodzaak om oplossingen te vinden inzake het bewijs van de uitvoering van de arbeidsovereenkomst.

Om die aanpassing van de wetgeving mogelijk te maken moet de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 85 van 9 november 2005 betreffende het telewerk vooraanstaand worden aangepast met betrekking tot die twee aspecten.

Wat de beperking in ruimte betreft, bepaalt die collectieve arbeidsovereenkomst niet dat de schriftelijke overeenkomst die moet worden opgesteld "de plaats(en) die de telewerker heeft gekozen om zijn werk te verrichten" vermeldt. Artikel 6, § 2 dat bepaalt welke vermeldingen in de schriftelijke overeenkomst moeten worden opgenomen, moet dan ook in die zin worden aangevuld. De door de werknemer in het kader van het telewerk gekozen plaatsen zullen worden beschouwd als de lokalen die hij gewoonlijk gebruikt bij de uitvoering van zijn arbeidsovereenkomst. De ongevallen overkomen buiten het of de in de schriftelijke overeenkomst bedoelde lokalen kunnen worden geacht arbeidsongevallen te zijn, maar voor de bewijslast gelden dan de normale regels.

Met betrekking tot het criterium van tijd wordt eraan herinnerd dat artikel 8 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 85 bepaalt dat de telewerker binnen het kader van de in de onderneming geldende arbeidsduur zijn werk zelf organiseert. Om de toepassing van het voornoemde vermoeden mogelijk te maken, kan de schriftelijke overeenkomst evenwel de periode vermelden die is overeengekomen als periode tijdens welke het telewerk kan worden verricht. Daartoe wordt artikel 6 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 85 aangevuld met een § 2 bis. Bij ontstentenis van een dergelijke vermelding in de schriftelijke overeenkomst, is het vermoeden van toepassing tijdens de werkuren die de telewerker zou moeten presteren indien hij in de lokalen van de werkgever zou zijn tewerkgesteld. Indien het ongeval plaatsvindt buiten de periode die is overeengekomen als periode tijdens welke het telewerk kan worden verricht of bij ontstentenis van een dergelijke vermelding in de schriftelijke overeenkomst, buiten de werkuren die de telewerker zou moeten presteren indien hij in de lokalen van de werkgever zou zijn tewerkgesteld, kan het ongeval worden geacht een arbeidsongeval te zijn, maar voor de bewijslast gelden dan de normale regels."